

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Le Symefoga et le Synas en assemblée générale le 16 juin prochain

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

PLUS d'un mois après leur décision de suspendre l'utilisation des feuilles de soins et bons d'exams Cnamgs, la coalition des syndicats des médecins a déploré, au cours d'une déclaration de presse faite le 10 juin à Libreville, le mutisme des plus hautes autorités depuis le début de cette crise, avant d'annoncer la tenue d'une assemblée générale le 16 juin prochain. Les membres du Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais (Symefoga) et le Syndicat national des agents de la santé (Synas) disent être sevrés de toute information à ce jour, alors qu'ils attendent l'élabora-

tion d'un chronogramme de rencontres afin de trouver des solutions aux dysfonctionnements décrits dans les structures sanitaires. L'indifférence de la tutelle, estiment les syndicats de la santé, frise le mépris et n'est pas de nature à apaiser le climat social déjà délétère. Devant l'absence de communication de la part des autorités sanitaires, principalement, le Symefoga et le Synas ont décliné toute responsabilité si d'aventure la crise actuelle venait à s'enliser. Tout en rappelant que personne ne veut voir de nouveaux conflits naître dans ce secteur.



Le Symefoga et le Synas invitent la tutelle au dialogue.

Colloque : l'avortement en discussion à Libreville

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

LE Département de recherche sur les dynamiques sociales (DRDS) de l'Institut de recherche en sciences humaines (IRSH) a organisé le 10 juin écoulé au Cenarest, un colloque international sur le thème: "Faire sortir la grossesse: savoirs, itinéraires et protocoles de l'avortement en Afrique subsaharienne". Occasion également pour présenter un ouvrage collectif du même titre. Lequel est une réflexion scientifique analysant les paramètres jalonnant les parcours des filles et femmes souvent en détresse face à l'angoisse d'une grossesse non voulue. Ce qui conduit souvent à une interruption volontaire de grossesse (IVG). Comment les sciences humaines et sociales rendent-elles compte de cette réalité à la fois silencieuse et tragique? s'est demandé le commissaire du Centre national de la recherche scientifique et technologique (Cenarest). Il s'agissait pour Georges Moussavou, chef du DRDS, et ses collègues chercheurs et enseignants



Une vue des chercheurs et enseignants chercheurs lors du colloque international de Libreville sur les avortements.

chercheurs d'Afrique et d'ailleurs, de se poser de nombreuses questions sur les avortements, notamment clandestins, et les possibles solutions pour les éradiquer. "L'on ne s'étonnera pas si nous n'apportons, durant cette journée et dans la vingtaine de communications présentées, que des réponses ponctuelles et partielles", a avisé le Pr Jean-Émery Etoughe-Efe, coordonnateur scientifique et technique du Cenarest, qui présidait le colloque de Libreville. Cette rencontre a aussi donné l'occasion au Camerounais Bernard-Aristide Bitouga de

communiquer sur les "Pratiques et représentations socioculturelles de l'IVG chez les jeunes au Cameroun"; à la Gabonaise Marcelle Ibinga d'exposer sur "La légalisation de l'IVG: une loi parallèle aux réalités gabonaises". Ainsi qu'à bien d'autres de présenter leurs réflexions sur l'IVG. Ce colloque sur l'avortement en Afrique subsaharienne est né des recommandations données au cours d'une journée de réflexion sur l'IVG tenue en 2019 par le DRDS et le réseau d'Afrique centrale pour la santé reproductive des femmes au Gabon, au Cameroun et en Guinée équatoriale.

Le clin d'œil de *lybek*

